

Mgr GANYÉ : UNE INQUIETUDE POUR LES CATHOLIQUES DU BENIN

Nous avons tous été fiers et très fiers de la lettre pastorale de la Conférence Episcopale du Bénin en date d'août 2013, même si au goût de certains, elle n'était pas allée assez loin au vu de la détresse qui accable notre peuple. Elle nous suffisait, à nous laïcs catholiques, car nous n'attendons pas de nos évêques qu'ils mènent tous les combats sociopolitiques à notre place. Et c'était une bonne chose qu'ils aient pu s'entendre pour élever leurs voix à l'unisson et demander au Président Boni Yayi d'apaiser les tensions sociales, notamment en renonçant à son projet hyper-périlleux de modification de la Constitution à des fins inavouées et inavouables. Notre fierté est demeurée quand, vexé, Boni Yayi a fait connaître sa brouillonne et grotesque colère, et qu'avec mesure et hauteur de vue notre archevêque lui a apporté les explications dont il semblait avoir besoin.

Mais quelle ne fut pas notre stupéfaction et notre inquiétude, quand nous avons vu et entendu en avril 2014, à l'occasion du 8^e anniversaire du pouvoir de Boni Yayi, célébrer à nos frais en grande pompe, le même Mgr Antoine Ganyé, couvrir le président de la République de louanges à la limite du dithyrambe ! Les tensions politico-sociales, loin d'être apaisées, étaient au paroxysme de leur exacerbation par le chef de l'Etat. Les libertés fondamentales qui fondent notre démocratie ont été sauvagement bafouées et violées le 27 décembre 2013 et depuis le 7 janvier 2014 les travailleurs sont en grève, la jeunesse manifeste quotidiennement pour, entre d'autres revendications, que soient punis les violateurs directs des libertés que sont le préfet et le commissaire central de la ville de Cotonou. Mgr Antoine Ganyé n'a cure de cette situation, se faisant ainsi le complice de notre apprenti dictateur, Boni Yayi. Le drôle d'homme de Dieu qu'il est se montre ainsi sans pitié pour les pauvres. Il est incapable de compassion pour les travailleurs qui souffrent et se plaignent, pour les milliers de jeunes condamnés au chômage, pour les milliers d'élèves victimes d'un système éducatif calamiteux, pour les malades de nos hôpitaux dépourvus d'équipements et où l'on meurt journellement faute de soins appropriés. L'eau et l'électricité sont rares et quasi inexistantes, alors que nos voisins togolais ont fini depuis belle lurette avec cette pénurie. Voilà le moment que choisit Mgr Antoine Ganyé pour féliciter Boni Yayi de courir de pays en pays pour nous chercher sans résultat le courant et l'eau après huit longues années passées à la tête de notre pays !

La presse dans un bel ensemble s'est émue de ces divagations et de cette errance de l'archevêque qui a passé l'âge canonique de départ à la retraite, c'est-à-dire de l'archevêque émérite de fait depuis quelque temps. Au même moment, c'est le frère Melchior, alias Albert Tévoédjrè, qui est revenu de sa pénible retraite (politique ?) pour prêcher la suppression du droit de grève des enseignants et des agents de santé, c'est-à-dire le mutisme total et l'inaction (*tendre l'autre joue*) devant les actes de forfaiture du gouvernement, et ceci au mépris total des travailleurs en lutte et des revendications qu'ils brandissent et dont la légitimité est reconnue de tous.

Pour notre part, nous avons choisi le silence et la réserve devant ces fautes de brebis galeuses du clergé catholique, tout en cherchant à comprendre ce qui nous arrivait, ce qui arrivait ainsi à notre Eglise qui se réclame du Dieu de Vérité et de son Fils Jésus-Christ.

Mais pouvons-nous encore nous taire quand nous apprenons de Mgr Antoine Ganyé lui-même le mobile de ses agissements si indécents et si en porte à faux avec la lumineuse lettre pastorale d'août dernier signée de tous nos évêques ?!!! Voici ce qu'il donne à ses prêtres comme explication cherchant à les entraîner dans son égarement, son péché contre le Saint Esprit : « Nous sommes à la veille d'une révolution marxiste et communiste fomentée par le PCB ! Il faut à tout prix lui barrer la route. Ce serait aller au chaos... »

A quoi certains de nos humbles prêtres, fidèles à Jésus-Christ et au peuple du Dieu de Vérité et d'Amour, ont le courage de lui répondre : « Monseigneur, ce n'est pas vrai. C'est Boni Yayi qui nous mène avec légèreté et entêtement au chaos : le pays n'est plus gouverné. La révolution que prônent la jeunesse et les travailleurs en lutte n'a rien de communiste ni même de socialiste. Ils veulent simplement la fin de l'impunité, la fin de la fraude électorale et pas seulement, la fin de la dilapidation des fonds publics, une direction responsable du pays, qui se préoccupe avant tout de l'amélioration des conditions de vie et de travail des habitants... »

A notre tour d'ajouter ce qui suit. Si, à court d'arguments et pour s'en tirer à bon compte, on cherche à nous inspirer la peur des militants du PCB, c'est peine perdue. Ce sont des gens braves qui ont donné à suffisance et sur une longue durée la preuve de leur abnégation et de leur patriotisme. C'est du fait de la lâcheté et de la trahison de bien d'entre nous qu'ils se retrouvent souvent aux premières lignes des luttes émancipatrices de notre peuple. Il y a 25 ans, ils nous ont mis en garde contre le marché de dupes qui s'est conclu à la Conférence des forces vives de février 1990 et qui a donné lieu au chaos où nous nous trouvons. Ils nous ont assez convaincus que la révolution qu'ils prônent c'est la RNDP si chère à nos anciens militants de l'UGEED, du FACEEN, de l'AED et de la FEANF. C'est l'indépendance nationale et le plein exercice de la souveraineté de notre pays. C'est une révolution démocratique bourgeoise, à conduire par une bourgeoisie nationale digne de ce nom si elle existe et qui s'attèle effectivement et efficacement au développement du pays sur tous les plans, c'est-à-dire qui œuvre activement et réellement (et non à la bouche comme sous Boni Yayi) au développement accéléré du capitalisme dans notre pays. Que les philistins, les faux pasteurs et tous ceux qui ont partie liée avec la domination impérialiste française se le tiennent pour dit : cette fois-ci, ils ne nous mèneront plus en bateau, nous ne nous laisserons pas faire ! A bon entendeur, demi-mot !

Fait à Cotonou, ce 12 mai 2014
Pour le comité de lutte des catholiques du diocèse de Cotonou
Alexis Laïtan
97 04 56 03